

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONSEIL DE LA CONCURRENCE

مجلس المنافسة



Conseil de la concurrence

مجلس المنافسة

REVUE DE PRESSE

De la journée d'étude sur le thème :

« la neutralité des règles de la concurrence »

Le 05 Décembre 2018 à l'hôtel Sofitel



Conseil de la concurrence: Nécessité de la vigilance pour le maintien de la neutralité des règles

ALGER, 5 dec 2018 (APS)- La nécessité de maintenir la vigilance pour s'assurer de la neutralité des règles de la concurrence a été mise en avant mercredi à Alger par des experts nationaux et étrangers de cette thématique. Interrogé par l'APS en marge de la Journée d'étude sur le thème "La neutralité des règles de la concurrence", organisé par le Conseil de la concurrence, le professeur d'économie et consultant, Cherif Belmihoub, a expliqué que le droit algérien sur la concurrence est conforme aux standards internationaux. En revanche, dans sa mise en œuvre, d'autres aspects peuvent s'entrechoquer avec cette règle telle que les dérogations accordées aux entreprises publiques.

Cependant, il attire l'attention sur la nécessité de distinguer les aides accordées dans le cadre de sujétions publiques et les aides accordées pour une activité purement commerciale. La sujétion publique correspond au cas où l'entreprise étatique est appelée par l'Etat à mener une mission de service public. Lorsque cette mission n'est pas rentable pour l'entreprise, l'Etat a le droit de compenser ses charges en partie ou en totalité sans nuire au principe de la libre concurrence. M. Belmihoub cite comme exemple, le cas où une compagnie aérienne nationale est appelée par l'Etat à desservir une destination proposée à un coût bas et non rentable.

En revanche, s'il s'agit d'aides de restructuration financière, cela peut nuire à la libre concurrence, soutiennent les experts. Ils estiment "plus judicieux" d'augmenter son capital. Concernant les entreprises privées, des cas de non-respect de la concurrence peuvent être signalés lorsqu'une entreprise détient une très grande part du marché d'un même secteur. Elle peut être susceptible d'imposer son "dictat" sur les autres entreprises du secteur, explique l'un des experts présents.

Ceux-ci ont soutenu que le non-respect des règles de la concurrence crée des distorsions empêchant d'atteindre l'optimum économique, notamment à travers l'innovation, la baisse des coûts et l'amélioration de la qualité.

Présent à cette journée, le président du Conseil de la concurrence, Amara Zitouni, a expliqué que l'ensemble des entreprises publiques et privées coopèrent pleinement avec son organisme en cas d'infraction ou de litige. Selon lui, même si des efforts restent à faire pour sensibiliser les opérateurs économiques à l'intérêt de se tourner vers cette autorité, il y a une prise de conscience des opérateurs économiques pour défendre leurs droits pour maintenir une concurrence saine.

En effet, M. Zitouni a indiqué que le Conseil de la concurrence a reçu lors des six (6) premiers mois de 2018 plus de plaintes et de demandes d'avis "que lors des deux dernières années", sans toutefois détailler les chiffres enregistrés.

A noter que les principaux dossiers traités par cette autorité concernent des cas d'abus de position dominante, de dépendance économique d'une entreprise par rapport à une autre et des cas d'ententes injustifiées entre plusieurs concurrents.

Aiouaz Rafik



M. Amara Zitouni, président du Conseil de la concurrence : « Pour un traitement transparent des dossiers »

La neutralité des règles de la concurrence était, hier, au centre des débats, à l'occasion d'une journée d'étude, organisée à Alger par le Conseil de la concurrence.

La neutralité des règles de la concurrence était, hier, au centre des débats, à l'occasion d'une journée d'étude, organisée à Alger par le Conseil de la concurrence.

S'exprimant, dans ce cadre, le président du Conseil de la concurrence, Amara Zitouni, a coupé court aux rumeurs, concernant le favoritisme dans le traitement des dossiers, rassurant avec insistance que le Conseil traite les plaintes des entreprises sans aucun favoritisme.

«Il n'y a aucune différence dans le traitement des dossiers, que ce soit pour les entreprises publiques ou privées», a-t-il indiqué. S'agissant des objectifs de cette journée d'étude, animée par des experts nationaux et étrangers, il a souligné qu'elle a permis d'aborder des problématiques de l'application du droit de la concurrence aux entreprises publiques et privées.

Mettant à profit cette occasion, il a insisté sur la nécessité de respecter et d'appliquer en toute transparence les règles de la concurrence, qui permettra, a-t-il dit, la mise en place des produits de qualité et des prix raisonnables accessibles aux citoyens.

En réponse à une question sur le nombre des plaintes enregistrées durant l'année 2018, il a indiqué qu'«on ne peut pas évaluer l'impact ou le rendement de notre conseil par rapport au nombre des plaintes

déposées, mais l'évaluation se fait par rapport à l'impact sur le marché où, ces deux dernières années, nous commençons à le sentir».

Appuyant ses dires, il a cité, à titre d'exemple, l'autorité française de la concurrence, indiquant que «celle-ci a fait une évaluation, et ce après 50 ans depuis sa création». Il a souligné que «depuis que le conseil a commencé à organiser des campagnes de sensibilisation, nous commençons à recevoir des plaintes des entreprises étrangères installées en Algérie», avant de préciser que «les plaintes viennent de la part de ces entreprises, car cette culture de la concurrence est ancrée au sein de leur société». M. Zitouni a rappelé que «le Conseil de la concurrence, créé en 1995, peine à assumer son rôle. Des années après, on s'emploie à réactiver ses missions, après une éclipse de plus de dix années».

Intervenant à cette occasion, Mme Mahtout, maître de conférences à l'université de Tizi Ouzou, a fait une présentation sur le thème «Le principe d'égale concurrence entre les opérateurs économiques publics et privés». Elle a insisté sur la nécessité du principe d'égale concurrence qui doit être bien compris dans l'hypothèse d'opérateurs bénéficiant de statuts différenciés sur un même marché. «Le bon fonctionnement de la concurrence n'implique pas nécessairement que tous les opérateurs se trouvent dans des conditions d'exploitation identiques.

On observe, aujourd'hui, l'application d'un principe d'égale concurrence aux opérateurs publics, qui se manifeste, notamment, au travers de la nécessaire neutralité de leur statut et de l'égalisation des conditions de concurrence», dit-elle. Pour sa part, Slimani Djilali, membre du Conseil algérien de la concurrence, a souligné que «l'entreprise publique est porteuse de risque pour le jeu de la concurrence, car elle évolue dans deux domaines principaux qui interagissent et souvent s'opposent à la poursuite de l'intérêt général et du comportement marchand».

Makhlouf Ait Ziane

FRANK BERTRAND, REPRÉSENTANT DE L'AUTORITÉ FRANÇAISE DE LA CONCURRENCE

“Les entreprises doivent jouer à armes égales”

Des experts ont relevé que certaines entreprises s'adonnent délibérément à des pratiques anticoncurrentielles, d'autres par ignorance des règles.

Présent à une journée d'étude sur “La neutralité des règles de la concurrence”, organisée, hier à Alger, par le Conseil de la concurrence, Frank Bertrand, rapporteur senior des services d'instruction de l'Autorité française de la concurrence, a déclaré qu'il faut faire appliquer les règles de la concurrence de manière identique à toutes les sociétés, publiques comprises. Ces dernières, a-t-il ajouté, ne doivent pas être traitées différemment des entreprises privées.

Et de poursuivre que dans un marché ouvert, et c'est le cas en Algérie, les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, doivent jouer à armes égales. Mais comment faut-il s'y prendre pour promouvoir la neutralité des règles de concurrence ? Frank Bertrand y apporte des éléments de réponses, en expliquant que l'objectif de promouvoir la neutralité des règles de concurrence passe préalablement par le fait de convaincre de l'intérêt et des bénéfices de la concurrence et par un travail de pédagogie de la part des autorités de concurrence dont fait partie le Conseil de la concurrence que préside Amara Zitouni.

Ce dernier a souligné, à l'occasion de la rencontre d'hier, que l'institution dont il est le président poursuivra ses actions d'explication et de sensibilisation visant à démontrer les avantages d'une concurrence loyale au profit de l'économie, en général, et du consommateur, en particulier.

Sur un autre plan, a-t-il dit, le Conseil de la concurrence a recommandé au gouvernement d'employer tous les moyens possibles pour favoriser l'entrée de nouveaux opérateurs économiques nationaux sur le marché. Lorsqu'on parle de créer une "culture de la concurrence", cela, a-t-il relevé, devrait servir en particulier à favoriser la création d'un esprit d'entreprise et faciliter la construction du marché. Mais les mécanismes de la concurrence reposent-ils sur des règles de responsabilité claires et bien comprises ? Des experts participant à cette journée d'étude ont relevé, à ce propos, que certaines entreprises s'adonnent délibérément à des pratiques anticoncurrentielles, d'autres par ignorance des règles.

Depuis sa réactivation en janvier 2013, le Conseil de la concurrence n'a enregistré que quelques demandes de consultation de la part des départements ministériels sur des projets de textes d'application de lois ayant un lien avec la concurrence, et ce, en application de l'article 36 de l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence. Amara Zitouni regrette que l'institution n'y ait pas été associée. Pour lui, la soumission des projets de textes législatifs et réglementaires au Conseil de la concurrence vise à permettre à cette institution de déceler d'éventuelles dispositions susceptibles de restreindre les règles de la concurrence.

Aussi et pour permettre au Conseil de la concurrence d'exercer pleinement les missions consultatives qui lui sont conférées par l'ordonnance n°03-03 du 19 juillet 2003 précitée, il est proposé, a-t-il rappelé, d'ajouter, après les visas des textes concernés, la mention "après avis du Conseil de la concurrence".

La mise en œuvre de ces principes implique, a-t-il noté, cependant la modification du dispositif législatif relatif à la concurrence en vigueur comme suggéré par l'avis du Conseil de la concurrence rendu en décembre 2016 et l'expertise de la Cnuced remise au gouvernement en mai 2017.

Youcef Salami

نفي ما يروج عن الإزدواجية في نشاطه مجلس المنافسة يؤكد تطبيق الحياد والشفافية

الأربعاء 05 ديسمبر 2018



ضرورة مراقبة الإعانات الموجهة للمؤسسات العمومية و الخاصة

أفاد عمارة زيتوني رئيس مجلس المنافسة أن شركة "سوناطراك" امتثلت لقانون المنافسة وقد شكلت موضوع شكوى من قبل متعاملين اقتصاديين، وردت على التهم الموجهة إليها، والتزمت باحترام قانون المنافسة، ولم تطلب إعفاءها أو معاملتها بصفة تمييزية من ذلك، وهذا ما جعله يثمن هذا التصرف. طالب زيتوني في تصريح لـ «الشعب» على هامش اليوم الدراسي الذي نظمه، أمس، مجلس المنافسة بنزل «السوفيتال»، حول موضوع «حيادية قواعد المنافسة»، الذي نشطه خبراء جزائريون وأجانب أن تكون الإعانات التي تقدمها الدولة للمؤسسات العمومية أو خاصة، محل مراقبة من طرف مجلس المنافسة، مشيراً إلى أن الاجراء الرقابي «غير مطبق حالياً»، ملحا على ضرورة تطبيق قاعدة المنافسة بصرامة على جميع المؤسسات عمومية كانت أم خاصة.

كشف زيتوني في هذا الإطار أن المجلس سجل خلال السداسي الأول من السنة الجارية عددا كبيرا من الشكاوى المودعة على مستواه، مقارنة بالسنتين الماضيتين، مشيراً إلى أن الشكاوى شملت «سوناطراك» الشركة العملاقة، وقد تطلبت مدة دراسة الشكاوى مدة سنة ونصف، وذلك حسب الإجراءات المعمول بها. ولفت المتحدث إلى أن قانون المنافسة يطبق على الشركات بكل حيادية دون مراعاة الوضع القانوني للمساهمين، كما أن قواعد المنافسة تصبو إلى منع وضعية الهيمنة والتجاوزات التي قد تنشأ من حيث السعر، النوعية والعرض والابتكار.

نفي زيتوني ما يروج بشأن تعامل المجلس بنوع من التمييز مع المؤسسات العمومية، مطمئنا المؤسسات الخاصة التي أبدت تخوفا من المجلس في هذا الشأن، أن الأخير يتعامل بمبدأ الحياد، الذي يتعامل به في الدول المتطورة، والذي أساسه حماية المستهلك، والنجاعة الاقتصادية ومزايا المنافسة في السوق من حيث الأسعار والخدمات ومن حيث النوعية ومن حيث وفرة الإنتاج، كما أكد أن حيادية قواعد المنافسة تؤدي إلى حماية المستهلك وحماية المؤسسات الصغيرة والمتوسطة من هيمنة الشركات الكبرى. ومن جملة ما يؤخذ على القطاع العمومي -حسب المتحدث- أن المساعدات التي تمنحها الدولة لإنقاذ المؤسسة التي تعاني صعوبات مالية، لإعادة تدوير عجلة الإنتاج بها، "تعرق عمل مجلس المنافسة"، مشيرا إلى أن أمريكا تقدم إعانات لأكبر شركات صناعة السيارات، لكنها تخضعها للمراقبة من قبل سلطة المنافسة.

الخبير بن ميهوب: المنافسة عامل أساسي للنمو الاقتصادي

من جهته، اعتبر جيلالي الشريف بن ميهوب أستاذ الاقتصاد والمانجمنت ومستشار، أن المنافسة تعد عاملا أساسيا للنمو الاقتصادي، بالرغم من أنها تفسرها حسب فهم كل واحد وهنا المشكل - على حد قوله - وتصبح الحيادية وقواعد المنافسة "مسألة أكثر تعقيدا عندما يتعلق الأمر بالاقتصاد الوطني، الذي هو حاليا في مرحلة انتقالية"، لأن هناك مستفيدين من النظام القديم وبالمقابل هناك بروز قواعد جديدة للمنافسة. ويذكر أن اللقاء كان موجها للهيئات والتنظيمات العمومية، المؤسسات، منظمات أرباب العمل، جمعيات حماية المستهلك...، وهويندرج في إطار برنامج المرافعة الذي يقوده مجلس المنافسة منذ الاستقلال منذ إعادة تفعيله في جانفي 2013، بهدف تسليط الضوء على مزايا المنافسة النزيهة بالنسبة للاقتصاد والمؤسسة والمستهلك، وقد تناولت المداخلات والمناقشات مسألة تطبيق قانون المنافسة على المؤسسات (العمومية والخاصة).

حياة كباش

عمارة زيتوني، رئيس مجلس المنافسة يثير مزايا احترام قواعد الحيادية التعامل بشفافية وبدون تمييز في معالجة منازعات المؤسسات العمومية والخاصة

الحرص على حماية الفئات الضعيفة ومناصب العمل وترسيخ الشفافية ومكافحة الفساد

خصّ عمارة زيتوني، رئيس مجلس المنافسة جريدة «الشعب» بحوار على هامش ندوة دراسية حول حيادية قواعد المنافسة في الجزائر يوم 5 ديسمبر، ليقدّم تصوّره لمفهوم الحيادية في ظل سوق لا تزال تمر بفترة بلورة مشهد اقتصادي وتجاري يرتكز على المنافسة النزيهة كعامل يحقق النمو، كما يشرح منهجية الهيئة في الاتصال بالمحيط من خلال التواجد في الميدان وفقا لمقاربة عمل جوارى تجاه المتعاملين في مختلف الولايات لترسيخ مفاهيم المنافسة بأنها في صالح المؤسسة والمستهلك والاقتصاد، ويسجل ان هذا المفهوم لا يزال حديثا في الممارسة ويتطلب تنمية التواصل بين مختلف المتدخلين في الساحة الاقتصادية حتى تصبح المنافسة ممارسة ذاتية يحرص عليها صاحب المؤسسة، لما فيها من فوائد خاصة أمام الهجمة الاقتصادية العالمية التي لن تعطي فرصة لمن يتأخر عن الالتزام بقواعد السوق، وأولها حماية المنافسة النزيهة من خلال التقيّد بقواعدها.

"الشعب": ماذا يعني حيادية قواعد المنافسة؟

- عمارة زيتوني، رئيس مجلس المنافسة: الأمر بسيط، قد يبدو المصطلح غامضا، قبل تسجيل هذا الموضوع كمحور لليوم الدراسي، ترددنا كثيرا، واستشرنا خبراء محلين وأجانب بشأن جدوى أن يكون الموضوع محور ندوة للنقاش، فأجابوا بالإيجاب، وبالصدفة لما دعينا لحضور منتدى عالمي حول المنافسة بباريس نظّمته منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية، الأسبوع الماضي، وجدنا هذا الموضوع محورا ضمن صدارة اشغال المنتدى، لكونه موضوع آني، (منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية، تضم 34 بلدا صناعيا). صلب هذا الموضوع يتعلق بمعالجة المنازعات والدعاوى وطلبات الرأي من المؤسسات العمومية والخاصة بنفس الطريقة، وبدون أي تمييز، لأنه في بعض مقالات صحف ورد بدون موضوعية ادعاءات العمل بالمفاضلة لصالح مؤسسات عمومية، وهذا غير صحيح. وقد قدمنا توضيحات حول الموضوع. والدليل أن هناك عددا من رؤساء مؤسسات خاصة حاضرون معنا، من بينهم رئيس جمعية منتجي المشروبات، يدعون أنهم ضحايا تمييز، وان هناك مؤسسات لطبيعة مهامها تستفيد من رخص حكومية، وأوضحت لهم بالقول ماذا يمنعكم من إشعار مجلس المنافسة والاجراءات لذلك معروفة، وبرزها تقديم الدليل واحضار الحجج، علما ان الخبراء يؤكدون على ان يكون الدليل ملموسا ويمكن مراقبته، ذلك ان

المجلس يعمل كإطار قضائي بحضور محامين وقراراته قابلة للاستئناف أمام مجلس الدولة، أي تخضع لرقابة القضاء.

ينبغي التوضيح انه ليس بمجرد تنصيب المجلس يتحقق المطلوب وإنما يجب التزام الوقت اللازم وانخراط المتعاملين والمؤسسات في عمل منهجي، ليس بالتنديد على مستوى وسائل الإعلام، التي تساهم في ترقية ثقافة المنافسة. بالمناسبة رئيس مدير عام مؤسسة خاصة كبيرة حضر مدعيا وجود ممارسات معارضة لقواعد المنافسة وابلغناه اننا ننتظر احضاره للدلائل، لكنه لم يرجع. ولما التقيته في مناسبة ذكّرتة بالموضوع فتهرب من الرد.

تعزّمون الخروج في الأسابيع القادمة إلى ولايات عديدة، ما هو الهدف؟

- يدخل هذا في إطار التحسيس وتوسيع مجال التعامل مع ثقافة المنافسة في السوق، وسبق القيام بهذا النشاط الاتصالي بالعاصمة، والآن ينبغي التوجه إلى الجزائر العميقة، باعتماد عمل جوارى مكثف، لذلك دعينا من طرف غرفة التجارة والصناعة الصومام ببجاية، حيث تنتقل ضمن مجموعة من إطرارات المجلس من أجل عرض أمام كافة المتعاملين بالمنطقة والجمعيات المعنية مهام المجلس والآليات التي تحكم عمله ومنظومة الاجراءات التي تدخل في نطاقه، ذلك ان المطلوب في الوضع الراهن تعميق مناخ الثقة بين المتدخلين في معادلة المنافسة الاقتصادية والتجارية، كما تلقينا دعوة للتوجه الى تلمسان، يوم 20 ديسمبر، حيث نقوم بنفس المهمة لصالح القضاء الاقتصادي المحلي، كما لدينا برنامج تعاون مع جامعة قسنطينة التي وقعنا معها اتفاقية وممثلوها حاضرون في هذا اللقاء، وكذلك مع جامعتي تيزي وزو والمسيلة، مما يعكس توجه الخروج من العاصمة الى مختلف المناطق لنشرح الدور المنوط بالمجلس وفقا لمقاربة بيداغوجية تفاعلية.

حاليا كيف تقيّمون ممارسة المنافسة عندنا خاصة من حيث ترسيخها في السوق؟

- الملاحظ أحيانا أننا نستعجل فنريد الحصول على نتائج سريعة، بينما في فرنسا مثلا تأسس مجلس المنافسة في الخمسينيات وانتظروا نصف قرن لوضع تقييم، علما أن تقييم مؤشرات المنافسة تكون من حيث ما تقدمه للمستهلك، وللاقتصاد. الأمر هنا لا يتعلق بوضع تقييم ذاتي، وإنما ينبغي أن يقوم بها طرف مستقل، ذلك ان المنافسة تحمي المستهلك في السعر والجودة ويجب ان نصل الى مرحلة يعرف فيها المستهلك مكوّنات المنتوجات التي يفتتها سواء الغذائية أو الصحية أو غيرها. في بلدان أخرى سجلت المنافسة تطورا في هذا المجال تطورت فيها مفاهيم المنافسة لتشمل مساحة واسعة من الحياة.

هناك في بلدان تعتبر المنافسة مفيدة للشركات الكبيرة ومن هذه من تتجاهل مصلحة العمال أو حماية مناصب العمل عند حالة الاندماج والتكتلات بين فروع أو مؤسسات، وهنا يبرز العامل الاجتماعي، لذلك فإن قواعد المنافسة تؤسس لعدالة تضمن حقوق الفئات الهشة لكي لا تكون ضحية فوضى السوق. وعليه يجب البحث دائما عن الفئات الضعيفة بالاهتمام بالنمو وحماية مناصب العمل وترسيخ الشفافية ومكافحة الفساد، لأن الالتزام بقواعد المنافسة يفتح الأفق.

كوندور تشكو من تجاوزات تشهدها السوق الجزائرية

05 ديسمبر 2018

الجزائر TSA- عربي : شدد ممثل شركة كوندور للإلكترونيات بن زروق عبد الوهاب في تصريح لـ TSAعربي، اليوم الاربعاء 5 ديسمبر، على ضرورة تجسيد منافسة منضبطة مرفوقة بأجهزة شفافة، لتمكين المؤسسات الخاصة من فرض مكانتها في السوق الجزائرية.

وأشار محدثنا على هامش يوم دراسي نظمه مجلس المنافسة حول “حيادية قواعد المنافسة ” الى بعض التجاوزات التي تشهدها السوق الجزائرية بسبب بعض المتعاملين الذين يقومون بالتحايل فيما يتعلق بنتائج المعاينة، حيث يستوردون منتجات ضعيفة الجودة ويقومون بتسويقها على أساس انها عالية الجودة وبأسعار منخفضة مقارنة بالمنتجات المحلية العالية الجودة، وهو ما اعتبره ذات المصدر منافي لمبادئ المنافسة الشريفة في السوق.

واقع قال بن زروق عبد الوهاب، بانه يستدعي تكوين تقنيين مختصين في مجال المعاينة التقنية للمنتجات المستوردة و المصنعة.

وللاشارة فإن اليوم الدراسي كان بحضور خبراء جزائريين وأجانب مختصين في هذا المجال، وهو موجه للهيئات والتنظيمات العمومية، للمؤسسات ، تنظيمات ارباب العمل، جمعيات حماية المستهلك، مؤسسات التكوين العالي ووسائل الإعلام ، كما أن هذا اليوم يندرج ضمن إطار برنامج المرافعة الذي يقوده مجلس المنافسة منذ إعادة تنشيطه في جانفي 2013 ، بهدف تسليط الضوء على مزايا المنافسة النزيهة بالنسبة للاقتصاد والمؤسسة والمستهلك.

وأكد الدكتور في القانون ومحامي لدى محكمة باريس فرنسا مجناح مراد، في تصريح لـ TSA عربي ، أن هذا اليوم الدراسي خصص للمؤسسات العمومية والخاصة وذلك بالتوضيح لهم حيادية قواعد المنافسة ، أي أن قانون المنافسة يطبق على الشركات بكل حيادية دون مراعاة الوضع القانوني للمساهمين ، والهدف الأساسي من هذا القانون هو مد يد العون لجميع المؤسسات لخلق جو تنافسي بين مختلف الشركات ، شرط أن تكون هذه المنافسة شريفة وشفافة.